

# Journal de Roubaix

PNEU HUTCHINSON

ABONNEMENTS

Nord et limitrophes..... 3 mois, 12.00 ; 6 mois, 23.00 ; 1 an, 45.00.  
 France et Belgique..... 15.00 ; 25.00 ; 45.00.  
 Union postale..... 22.00 ; 45.00 ; 82.00.

REDACTION - ANNONCES ABONNEMENTS

ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1906. Inter. 1199.  
 TOURCOING : 33, rue Carrel. Tél. 44. 27.  
 Chèques postaux 87 Lille

HUTCHINSON

## Les résultats de Londres

L'ajournement de la conférence fournit aux esprits critiques actifs à des commentaires que nous entendrons sans doute développer vendredi à la tribune de la Chambre et dont la conclusion est que les entretiens de Londres ont uniquement prouvé leur inutilité. Nous ne disons pas que le brusque dénouement de cette nouvelle tentative d'accord entre les alliés ait été pour le public quelque peu décevant. Il n'y a, en effet, pas de plus, combien il est difficile d'entendre quand il s'agit de concilier des intérêts opposés et des conceptions divergentes.

Néanmoins, quand on dresse le bilan de ces trois journées de négociations et quand on l'examine avec un souci d'impartialité, on est obligé de convenir qu'une nouvelle étape a été franchie, et que ce débat qui se poursuit depuis deux ans, s'éclaircit maintenant de possibilités presque certaines d'une solution conforme aux désirs de notre pays. Le désaccord, pourtant, subsiste sur le seul point qui nous intéresse, à savoir, la question des gages.

Il subsiste, en effet, dans des conditions telles, qu'il est permis de penser que les mesures que nous serons peut-être appelés à prendre demain, ne nous feront plus, de la part de nos alliés, d'une opposition qui nous eût placés dans l'éventualité d'envisager une capitulation ou de provoquer une rupture. L'honnêteté implique parfois du courage; M. Bonar Law a montré cette honnêteté et ce courage, en n'hésitant pas à modifier l'atmosphère redoutable dans laquelle jusqu'à présent les pourparlers franco-anglais s'étaient développés. Sa bonne volonté s'est affirmée, d'abord par le retrait de la note Balfour, qui fermait la porte à un arrangement au sujet des dettes interalliées. Désormais, la voie est ouverte à de nouvelles négociations. La menace d'une réclamation britannique ne pesera plus sur notre trésorerie, l'espoir d'une solution amiable à la note L'Anglais s'efforcera d'associer l'Amérique, nous libérera d'une préoccupation qui paralysait nos tentatives d'association financière.

Enfin, autre témoignage significatif de cette transformation de l'atmosphère politique anglaise : l'empressement avec lequel M. Bonar Law a repoussé les dernières propositions allemandes, qui n'ont même pas été acceptées comme base de discussion. Par conséquent, soit qu'il s'agisse des dettes interalliées, soit qu'il s'agisse des paiements de l'Allemagne, le bien-fondé de l'argument français a été unanimement reconnu.

Mieux encore, le principe d'une prise de gages productifs a été, cette fois, repoussé. On croit même savoir que si nous nous étions contentés de réclamer uniquement ce qu'on nous avait refusés au printemps dernier (contrôle sur les mines de la Ruhr et les forêts domaniales), on nous les eût aujourd'hui accordés. Mais ce que nous pouvons considérer comme une compensation équitable, en échange d'un moratoire de deux ou trois mois, ne représente plus une garantie suffisante lorsqu'il s'agit d'un moratoire de deux ans.

Il nous faut un gage plus efficace, parce que, si on exerce l'Allemagne de tout paiement pendant une aussi longue durée, bien des événements peuvent survenir entre temps, et le souci élémentaire de notre sécurité nous conseille d'avoir entre les mains un gage d'une importance telle qu'il nous mette à l'abri des surprises que pourrait nous réserver un débiteur récalcitrant et insolvable.

Le gouvernement britannique est hostile en principe à toute mesure de saisie-arrêt sur la production minière allemande. Il faut s'y attendre; le cabinet de M. Bonar Law est encore trop jeune pour risquer d'attirer une opposition aussi bruyante que celle qui se manifeste au Parlement, voire dans l'opinion, contre une participation de l'Angleterre à des mesures énergiques en Rhénanie.

Le premier ministre britannique n'a point voulu toutefois couper les ponts avec le gouvernement français; il comprend et tous les milieux conservateurs anglais comprennent, le désir de la France d'obtenir de l'Allemagne une garantie solide. Aussi si M. Bonar Law a demandé l'ajournement des conversations jusqu'au 2 janvier, c'est d'abord qu'il espère, d'ici-là, soit que le Reich rétrogradera, soit que de nouvelles combinaisons acceptables pour la France surgiront; c'est ensuite qu'il se propose, si aucune autre solution ne se présente, de préparer l'opinion anglaise à une action isolée de la France.

Nous n'avons rien à redire contre cette méthode; elle est prudente et elle est loyale; elle n'a d'autre but que de sauvegarder l'entente franco-britannique dans une épreuve où elle pouvait succomber. D'ailleurs, remarquons que ce délai ne retarde pas d'un jour l'action éventuelle que nous nous proposons d'entreprendre. En effet, pour que nous prenions un gage, il faut que la commission des réparations accorde un moratoire à l'Allemagne et que celle-ci le demande le 13 janvier. Le Reich n'a pas procédé au versement prévu pour cette époque. D'ici là, nous sommes désarmés, puisque le compte de notre débiteur est à jour.

En attendant, le fait acquis est celui-ci : nous conservons notre liberté d'action, sans que nos alliances soient compromises; nous agissons seuls s'il n'y a pas moyen de faire autrement. Quel gage venons-nous? Il se agit d'abord de l'indiquer aujourd'hui; d'autant que le choix dépend de certaines circonstances... En tous cas il impliquera pas l'emploi d'une force armée supérieure à celle dont nous disposons sur le Rhin, en admettant qu'il soit nécessaire de recourir à des mesures militaires...

**L'UNITÉ DE COMMANDEMENT**  
 UN ARTICLE DE M. PAINLEVÉ  
 Paris, 13 décembre. — La « Revue de Paris » publie un long article de M. Painlevé, qui a fait le récit de la genèse de l'unité de ce commandement interallié, élément essentiel de la victoire.  
 M. Painlevé expose les tentatives faites par les chefs de gouvernement français pour aboutir à cette centralisation de commandement de toutes les armées entre les mains de Foch, et cite les échecs subis dans ces tentatives avant l'aboutissement final.

## M. HENRI BÉRAUD REÇOIT LE PRIX GONCOURT

Paris, 13 décembre. — Le prix Goncourt 1922, a été attribué aujourd'hui à M. Henri Béraud, pour ses livres « Le vitriol de lune »



M. HENRI BÉRAUD

et « Le martyre de l'Obèse », par 5 voix contre 4, à M. Jules Romains, l'auteur de « Lucienne », et une 2<sup>e</sup> M. Georges Oudard, auteur de « Ma Jeunesse ».

Le prix de la « Vie Heureuse »  
 Paris, 13 décembre. — Le prix de la « Vie Heureuse » a été attribué, par 11 voix sur 18, à M. de Lacretelle, pour son roman « Sibemmann », après cinq tours de scrutin.

Sept voix ont été à M. Jean Balde, auteur de « La Vigne et la Maison ».

## LE PROBLEME DES MINORITÉS A LAUSANNE

Paris, 13 décembre. — Le Conseil des ministres, tenu mercredi matin, à l'Élysée, M. Poincaré a mis ses collègues au courant des négociations de Lausanne et des entretiens de Londres.

**Ismet Pacha repousse les propositions des puissances**  
 L'examen de la question est renvoyé à une sous-commission  
 Lausanne, 13 décembre. — La Commission des questions territoriales a repris, mercredi matin, à 11 h., la discussion du problème des minorités.

Ismet Pacha a donné la réponse de sa délégation, aux propositions faites hier par Lord Curzon. Il a réaffirmé l'unité de la création d'un royaume national unifié.

La Turquie accepte l'amnistie générale, proposée par les puissances, mais elle repousse l'exemption du service militaire, moyennant une taxe, proposée pour les minorités. Elle repousse également la création d'une commission chargée de surveiller l'accomplissement des clauses du traité, touchant la protection des minorités.

## TREMBLEMENTS DE TERRE UN VOLCAN ENTRE EN ERUPTION AU JAPON

23 tués - Nombreux blessés  
 Un violent tremblement de terre s'est produit à Kynshy (Japon). Il y a 23 tués et de nombreux blessés.

## UNE VILLE ITALIENNE ENGLOUTIE

La petite ville de Pianogotti, près de Modane, n'existe plus. Sauf quelques maisons, la ville a été engloutie par un tremblement de terre.

## LA PERTE DU CUIRASSE «FRANCE»

Le commandant Guy est acquitté  
 Lorient, 13 décembre. — Le Conseil de guerre maritime a répondu négativement aux cinq questions qui lui étaient posées.

## Après la Conférence de Londres Les déclarations de M. Poincaré à la presse

« Le temps des menaces sans exécution est passé. »  
 « Nous sommes bien résolus à agir seuls, même isolément », dit le Président du Conseil.

## Le Premier Ministre parlera vendredi à la Chambre

Paris, 13 décembre. — M. Poincaré a reçu mardi soir quelques journalistes auxquels il a précisé les résultats de la Conférence de Londres.

Le président du Conseil n'a fait que confirmer les indications qu'il nous avait déjà données. Toutefois, en ce qui touche la question des gages, il a notamment déclaré que l'on commençait, en Angleterre, à se rendre compte de notre situation et de l'impossibilité qu'il y a pour nous, à attendre davantage les réparations auxquelles nous avons droit.

M. Poincaré a tenu à préciser un autre point : c'est qu'au cours des conversations, il n'a été question, à aucun moment, de prendre tel ou tel engagement.

« Je n'ai, us-à-déclaré, jamais dit que je songeais à occuper la Ruhr ou à prendre tel ou tel gage, déterminé; je ne suis d'ailleurs pas encore exactement celui ou ceux que nous choisissons. »

Ce qui est certain, c'est que, quelle que soit l'action que nous déciderons, elle ne nécessitera pas l'appel d'un seul homme.

Ce qui n'est pas moins, c'est que le temps des menaces sans exécution est passé; nous sommes bien résolus à agir, même isolément et même si, avant le 15 janvier, la Commission des réparations se déclarait favorable à l'octroi d'un nouveau moratoire à l'Allemagne.

« De toutes façons, dit encore le président du Conseil, nous ne saurions prendre une mesure quelconque avant le 15 janvier. »

## M. Poincaré au Conseil des ministres

Paris, 13 décembre. — Au Conseil des ministres, tenu mercredi matin, à l'Élysée, M. Poincaré a mis ses collègues au courant des négociations de Lausanne et des entretiens de Londres.

## Le Président du Conseil parlera vendredi à la Chambre

Paris, 13 décembre. — Le Président du Conseil se présentera vendredi à la Chambre, vendredi, pour y faire l'exposé des résultats de la Conférence de Londres.

Ajoutons que M. Poincaré a reçu une lettre de M. Léon Daudet, l'informant de son intention de l'interpeller sur « les raisons de l'ajournement de la prise des gages ».

M. Gaudin de Villain, sénateur de la Manche, a également adressé le président du Conseil qu'il se proposait de déposer, jeudi, au Sénat, une demande d'interpellation sur le résultat des conversations de Londres.

## Il n'est pas douteux que la Chambre approuve l'attitude de M. Poincaré à Londres

Paris, 13 décembre. — Un organe parisien précise qu'il n'est pas douteux que la Chambre approuve l'attitude de M. Poincaré à Londres.

## L'Angleterre s'intéresserait-elle à un emprunt allemand garanti par l'industrie ?

Berlin, 13 décembre. — Les journaux annoncent que les milieux gouvernementaux allemands ont fait demander au gouvernement anglais l'autorisation de contracter un emprunt garanti par l'industrie allemande, au profit de l'industrie allemande.

## Hugo Stinnes viendrait à Paris

Paris, 13 décembre. — On se demande si l'Allemand se manifesterait d'ici au 15 janvier. C'est probable.

## Le Congrès des Maires de France à Paris

Paris, 13 décembre. — Ce matin, à dix heures, s'est ouvert à l'Hotel de Ville, le Congrès des maires de France.

Cette séance, qui précède l'ouverture officielle du Congrès, qui n'a lieu que l'après-midi, à 14 heures, sous la présidence de M. Peuch, président du Conseil municipal de Paris, a été consacrée à la vérification des pouvoirs et à la répartition des dossiers aux différentes commissions.

## A L'ACADEMIE DES SCIENCES



LE PROFESSEUR VINCENT qui vient d'être élu membre de l'Académie des Sciences. C'est à lui que l'on doit la découverte du vaccin de la fièvre typhoïde.

## LE CONGRÈS DE LA PAIX A LA HAYE

LA SEANCE DE MERCREDI  
 La Haye, 13 décembre. — Le Congrès de la Paix a continué ses travaux, mercredi.

Le professeur Oiler (Belgique), fait valoir que les professeurs peuvent exercer une grande influence sur les étudiants qui remplissent plus tard des fonctions sociales.

Miss Margaret Balfour (Angleterre), parle du rôle que les femmes peuvent jouer par rapport à la paix future.

M. Poirson (France), parle au nom de la Ligue coopérative internationale et déclare que cette Ligue veut soutenir l'action pacifique du prolétariat international.

M. Hetscher (Russie), dit que la déléguée russe proposera une résolution invitant le Congrès à déclarer que la condition essentielle pour la lutte efficace contre la guerre est le front unique du prolétariat. La collaboration avec la bourgeoisie devra être rompue.

M. Abramowitch, représentant moscovite, s'oppose au front unique tant que le système despotique politique et militaire, en Russie, ne sera pas aboli.

M. Grambich (France), a également combattu le bochevisme.

Dans sa séance de la veille, le Congrès entendit successivement MM. Coventin, Radek, Vandervelde et Buxton.

Le professeur Coventin (Italie), dit que la paix ne saurait être obtenue par la lutte des classes.

M. Radek (Russie) a accentué la nécessité de former un front unique des ouvriers et de se débarrasser de la bourgeoisie dans l'action pour la paix.

M. Vandervelde (Belgique), fit quelques réserves aux résolutions proposées.

M. Buxton (Angleterre), s'éleva contre la politique d'occupation de la rive droite du Rhin.

## UNE EXPLOSION dans une fonderie d'aluminium à Paris

NEUF PERSONNES BLESSEES IMPORTANTS DÉGATS  
 Paris, 13 décembre. — Une explosion de chaudière suivie d'une forte explosion de gaz et d'un incendie s'est produite, à Paris, rue Leibnitz, dans une usine d'aluminium. Le rez-de-chaussée et le premier étage ont été démolis.

## NEUF VICTIMES

L'explosion n'avait malheureusement pas été sans faire de victimes. Les pompiers relevaient, en effet, parmi les blessés et les morts, M. Mameant, directeur de l'usine, le visage et les mains brûlés et portant de nombreuses blessures sur le poitrine. M. Mameant était assisté, transporté à l'hôpital Richat où, malgré son état, il put faire à M. Pillot, commissaire, le récit de l'accident. Huit autres personnes avaient été également blessées aux mains ou aux jambes, soit par des éclats de verre ou de pierre, soit en sautant d'une fenêtre. Leurs blessures sont légères.

Après une heure d'efforts, les pompiers réussirent à maîtriser de l'incendie consécutif à l'explosion.

Les dégâts sont importants. M. Florentin, chimiste du laboratoire municipal, s'est rendu sur place et il a procédé à diverses constatations.

## UNE ASSOCIATION FRANCO-SUISSE

Paris, 13 décembre. — On annonce la constitution de l'Association Franco-Suisse, dont le siège social est situé à Paris, 401, boulevard Raspail.

## M. Clemenceau s'est embarqué à bord du «Paris»

LE «TIGRE» A PRONONCE SON DERNIER DISCOURS A NEW-YORK  
 Au banquet du « Comité américain pour la France dévastée »

New-York, 13 décembre. — M. Clemenceau, accompagné de M. Baruch, est arrivé à New-York, venant de Chicago.

Le « Comité américain pour la France dévastée » a offert à M. Clemenceau un banquet qui réunissait 2.000 convives.

Dans l'assistance, on remarquait M. Jusserand, ambassadeur de France; Polk Morgan, Morgan et Mlle Anne Morgan.

A l'issue du banquet, M. Jusserand a remercié l'Amérique et particulièrement le Comité, de la part qu'ils prennent dans l'effort de reconstruction de la France.

M. Owen Wister a évoqué les dévastations du Nord de la France et a terminé en disant : « Notre sympathie va à ceux qui souffrent et non pas à ceux qui ont dévasté. »

Le dernier discours  
 M. Clemenceau, très acclamé, a ensuite pris la parole.

Il a exprimé ses remerciements pour l'aide que l'Amérique a apportée à la France, et a fait l'éloge de l'œuvre de Mlle Anne Morgan.

Je suis maintenant, a-t-il ajouté, pourquoi vous avez accusé de militarisme et d'impérialisme; c'est parce que vous n'étiez pas informés; mais maintenant vous comprenez et vendez partout le cri de : « Vive la France! »

Quand vous êtes venus avec vos soldats, vous avez accompli la première partie de votre devoir; à vous de juger si vous n'avez pas maintenant un autre devoir à remplir; à vous de juger si, avec de grandes idées qui vous ont amenés à lutter aux côtés de plusieurs nations, pour l'indépendance des peuples, vous pouvez faire quelque chose pour les autres pays, comme ceux-ci l'ont fait pour vous.

M. Clemenceau a été l'objet d'une longue ovation, à plusieurs reprises, par tous les assistants, debout.

## M. Clemenceau s'embarque

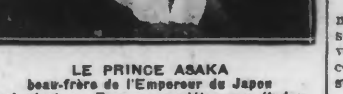
Assistait après le banquet, l'ancien président du Conseil français s'est rendu directement à bord du « Paris », où il a passé la nuit.

## L'échec de la Conférence de Moscou

Les Soviets refusent de signer le pacte de non-agression  
 Moscou, 13 décembre. — La Conférence de désarmement a échoué, les Russes ayant refusé de signer le pacte de non-agression, préalablement à tout accord au sujet de la question de la réduction des armements.

## UN PRINCE JAPONAIS EN FRANCE

Le prince Asaka  
 beau-frère de l'Empereur de Japon qui vient en France compléter ses études



LE PRINCE ASAKA beau-frère de l'Empereur de Japon qui vient en France compléter ses études

## CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 13 décembre. — M. Poincaré a mis ses collègues au courant des négociations de Lausanne et des entretiens qui ont commencé à Londres et qui doivent continuer le 2 janvier, à Paris.

## Le Mérite Agricole pour les mutilés travaillant la terre

Paris, 13 décembre. — Le « Journal Officiel » promulgue la loi accordant au ministre de l'Agriculture, un contingent général de 200 croix d'officier et de 2.500 croix de chevalier au Mérite Agricole, destinées à récompenser les mutilés de la guerre qui ont un minimum de 50 p. c. d'invalidité et qui continuent d'exercer les professions agricoles.

## Une Semaine nationale du Blé

Une Semaine Nationale du Blé est organisée du 23 au 28 janvier 1923, à Paris.

Le but de la réunion est de rechercher les moyens de produire en France (avec le complément de l'Afrique du Nord), tout le blé nécessaire à la consommation ménagère et aux usages industriels, et à cet effet, d'étudier les meilleurs blés répondant aux exigences du marché.

Les questions mises à l'ordre du jour de la réunion seront l'objet de rapports de commissions spéciales, dans lesquelles les compétences sont représentées.

## La Culture corporelle

On a vite fait de dire que les sportifs sont des crétins et des incapables et de déconseiller comme un mal épidémique l'attrait irrésistible des collèges d'aujourd'hui pour le sport, l'effort physique, les championnats, etc.

Ceux qui critiquent savent-ils que de tous temps la culture corporelle fut en honneur chez nous, dans les classes dirigeantes que dans le peuple? Feuilletons pour nous en convaincre l'histoire de nos provinces. Partout on trouve nos héros retrouvés à la trace, souvent encore très vivants de ces admirables jeux populaires que furent les modèles sur lesquels s'établirent et se codifièrent tous les jeux sportifs d'aujourd'hui.

Qui ne connaît par exemple de nom de pelote basque? Elle fut importée en Flandre sous la domination espagnole, s'y transforma, y demeura, ses initiateurs parisiens, sous le nom de longue paume. Or c'est d'elle et bien d'elle que vient le tennis lui-même, cet équilibre et moderne sport à la mode. Le football lui-même se retrouve à l'origine dans l'antique choule que l'on pratique encore avec quelque éclat aux environs de Saint-Quentin. Le golf, l'aristocratique golf est pratiqué depuis toujours sous le nom de mail dans le Languedoc.

Combien y eut-il de jeux populaires? Il en fut d'innombrables et ils ont surtout fleuris, la chose vaut la peine d'être notée, dans les pays de plus riches labours. Ne peut-on voir dans une preuve de la nécessité de maintenir chez l'artisan un développement corporel? Certains de ces jeux eurent une influence prépondérante sur les destinées mêmes de notre pays. Je n'en veux pour exemple que le fameux Tournoi de l'entrevue du Carrouel, du Drap d'Or en 1520, qui se déroula près d'Ardes, dans le Pas-de-Calais, Henri VIII, roi d'Angleterre, y fut vaincu par François I<sup>er</sup>, roi de France.

Cet échec fut la cause historique du rapprochement d'Henri VIII et de Charles-Quint, et par conséquent la cause réelle du futur Habsbourg de Paris.

Les tournois vifs seigneurs de jadis, si fort à la mode à la Cour des ducs de Bourgogne, ont disparu parce qu'ils étaient devenus trop dangereux. Les jeux vraiment populaires survécurent et furent au contraire très encouragés, parce qu'ils étaient considérés comme le meilleur entraînement au jeu de la guerre, déjà périodiquement à redouter; le tir à l'arc, le tir à l'arbalète, les jeux de sautoir, de ces anciens traditions. Pour être plus précis, d'autres jeux populaires n'eurent pas moins de vogue; ce furent la soule, le jeu de la longue paume, la courte paume, le jeu de boules et ses variantes variées, la pelote, le mail, etc., tour à tour estimés en Flandre, en Artois, en Picardie, en Languedoc, en Guyenne.

Aujourd'hui, il faut transmettre aux générations actuelles le même désir d'une culture corporelle solide. Le sport peut nous y aider, à la condition qu'il sache conserver ses traditions que l'on voudrait apercevoir à la base. Le rôle social et moral du sport est indiscutable. Mais ceux qui prétendent à le diriger l'oublient et aussi bien s'en moquent n'ayant d'autre souci que de se servir de sport pour leur gloire personnelle, au lieu de s'en faire des apôtres.

L'effort physique est un des plus beaux éléments de vie. Il faut le faire aimer et l'utiliser pour le développement de la culture corporelle individuelle et pour la régénération de la race. Il y a un intérêt national à considérer la culture physique internationale comme une obligation impérieuse. Chez les jeunes gens, elle doit être la meilleure préparation militaire, c'est-à-dire la plus sûre gage de notre sécurité territoriale, car le proverbe reste toujours vrai : « Si vis pacem, para bellum ».

Chez les jeunes filles, elle sera la préparation à leur rôle futur, à cette maternité qui est leur raison d'être, leur honneur, en même temps que la sauvegarde de notre avenir.

## 25.000 FRANÇAIS DE MOINS EN 1922 QU'EN 1921

On connaît aujourd'hui la statistique démographique de la France pour le premier semestre de l'année 1922, comparée au mouvement de la population pendant la période correspondante de l'année 1921. Le tableau suivant résume cette comparaison :

	1922	1921
Naissances.....	336.726	421.180
Décès.....	387.681	348.929
Mariages.....	143.454	238.155
Divorces.....	14.305	13.567

Ces résultats sont donc malheureusement tout à fait défavorables. Le nombre des naissances a diminué, d'une année à l'autre, de plus de 25.000 unités, alors que le nombre des décès augmentait de 40.000. Conséquence : l'excédent de naissances, qui était en 1921 de 72.551, a été, cette année, ramené à 9.045. En d'autres termes, le nombre des mariages diminue de près de 45.000.

## LES TROUBLES EN ALLEMAGNE

Collisions sanglantes entre ouvriers et socialistes nationaux, à Stuttgart  
 Stuttgart, 13 décembre. — Des collisions sanglantes ont été produites dans un des faubourgs de Stuttgart et dans d'autres villes voisines, entre des ouvriers et des nationaux socialistes bavarois, venus de Munich, et qui s'apprêtaient à prononcer des discours.

À Gœppingen (Wurtemberg), plusieurs nationalistes socialistes ont été grièvement blessés et l'un d'eux aurait été tué.

## La crête de Vimy au Canada

Londres, 13 décembre. — Le « Daily Express » consacre un article élogieux au don de la crête de Vimy, fait par la France au Canada, et rend hommage au chef fait par le gouvernement canadien de l'honorable M. Lemieux, président de la Chambre de Commerce d'Ottawa, pour aller prendre possession du terrain historique, destiné à commémorer par un monument, le sacrifice canadien d'avril 1917.

Cet article rappelle à ce sujet que le site de M. Lemieux est enterré près de la crête de Vimy.

Voir, page 2, nos DÉPÊCHES de la DERNIÈRE HEURE.